

PRIVATISATION DE LA BANQUE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL (BDL)

Lancement du premier appel d'offres cette semaine

Alors que le processus de privatisation du Crédit populaire d'Algérie (CPA) est suspendu pour cause de conjoncture économique et financière mondiale «incertaine», l'ouverture partielle du capital de la Banque du développement local (BDL) sera amorcée de façon effective dans le courant de cette semaine.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - A en croire le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Abdelhamid Temmar, l'appel d'offres relatif à la sélection d'une banque d'affaires internationale pour accompagner et définir le processus d'ouverture du capital de cette banque à hauteur de 30% sera lancé cette semaine. Intervenant hier, en marge d'une conférence organisée à l'Institut supérieur de gestion et de planification de Bordj El Kiffan, le ministre a indiqué que «le dossier de privatisation de la BDL a été finalisé par les services du ministère délégué chargé de la Réforme financière». La BDL a été créée par décret n°85/84 du 30 avril 1985 suite à la restructuration du Crédit populaire qui



Une étape importante dans le programme de réforme.

lui a cédé 39 agences. Après avoir été longtemps considérée comme la banque des entreprises publiques locales, la BDL se distingue aujourd'hui en étant la banque des PME/PMI, des professions libérales, des micro-entreprises issues du dispositif Ansej en faveur des jeunes, des promoteurs immobiliers et des particuliers. En mars 2004, le Conseil de la monnaie et

du crédit a autorisé l'augmentation du capital de la BDL qui est passé de 7 140 millions de dinars à 13 390 millions de dinars. Le réseau de la BDL compte 147 agences bancaires couvrant tout le territoire national. L'ouverture au privé des capitaux des banques publiques constitue une étape importante dans le programme de réforme du système monétaire et bancaire algérien. Mais un «petit élément» dans l'ensemble de la stratégie économique du gouvernement lancée en 1999 que défendra, d'ailleurs, bec et ongles Abdelhamid Temmar. Chiffres à l'appui, le ministre de l'Industrie et de la promotion des investissements a indiqué que «cette stratégie très bien pensée» a permis de «résorber le désordre» hérité des politiques économiques antérieures et a amené une stabilisation macroéconomique. Il en veut pour preuve, la baisse de la dette extérieure de 22,6 milliards de dollars en 2002 à 4,2 milliards de dollars en 2007, l'augmentation des réserves de changes de 23,1 milliards de dollars en 2002 à 110 milliards de dollars en 2007 ainsi que l'augmentation du PIB par habitant de 1 819 dollars en 2002 à

3 850 dollars en 2007. Des indices macroéconomiques qui, selon Abdelhamid Temmar, traduisent les résultats positifs de la politique économique du pays qui a permis dans son sillage, l'augmentation du volume des investissements qui a atteint en 2006, 708 milliards de dinars (123 000 emplois générés) contre 386 milliards de dinars (74 000 postes d'emploi créés) en 2004.

L. M.

ACCUEIL ET PRISE EN CHARGE DES HANDICAPÉS

Le ministère de la Justice lance un programme spécial

Comment permettre aux handicapés d'accéder plus facilement aux services de la justice et les insérer au mieux ? C'est à ces interrogations qu'on tenté de répondre hier des spécialistes du secteur lors d'une conférence débat initiée dans le cadre du forum d'E/Moudjahid. Les conditions de vie particulières des handicapés, cette tranche vulnérable de la société, sont prises en charge par les services du ministère de la Justice, a expliqué hier M. Henni, directeur de la modernisation au niveau de ce département. A cet effet, et selon le conférencier, un vaste programme a été mis au point et concerne notamment l'accueil et la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques. Seront associés à ce programme les administrations et ministères ainsi que les représentants du mouvement associatif. Parmi les ministères concernés, celui de la Santé, le ministère de la Solidarité nationale et celui de l'Emploi et de la Formation professionnels. Il s'agit principalement de l'aménagement des accès aux tribunaux et cours et aux prisons par des installations adaptées. Le programme comprend aussi des bureaux d'accueil animés par des greffiers formés spécialement pour répondre et orienter des personnes aux besoins spécifiques. Des wilayas pilotes ont été choisies pour le lancement du programme. Il s'agit de Constantine, Alger, Oran et Ouargla. Par la suite, l'initiative du ministère de la Justice, selon ses représentants, sera généralisée aux 193 tribunaux, 36 cours de justice et 127 centres pénitentiaires que compte le pays. Par ailleurs, selon M. Henni, le plus important est d'informer les handicapés sur leurs droits à travers l'information et la vulgarisation. Les représentants du ministère de la Justice annonceront, en outre, qu'une action en faveur des personnes handicapées a été initiée. Il s'agit d'une consultation juridique gratuite. Cette initiative a, d'ailleurs, eu l'aval de l'Union des avocats et des 13 bâtons diront les intervenants. Des nouveautés en faveur des personnes aux besoins spécifiques sont également prévues dans le cadre de la réforme du code de procédure civile précise M. Henni, qui insistera sur la nécessité d'un accueil spécifique des handicapés en vue notamment de «préserver leur dignité».

F.-Z. B.

UN FORUM ÉCONOMIQUE A EU LIEU HIER À PARIS

Un carrefour entrepreneurial algéro-français

Organisé sous l'égide du mouvement associatif Reage, un forum économique algéro-français, un carrefour entrepreneurial, un vecteur de mobilisation des compétences, a eu lieu hier à Paris.

De notre envoyé à Paris
Chérif Bennaceur

C'est dans les locaux de la prestigieuse Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP-EAP) que le Réseau des Algériens diplômés des grandes écoles et universités françaises (Reage) a éterné hier, la deuxième édition de son forum économique franco-algérien. Une quinzaine d'exposants, des entreprises algériennes, françaises et internationales, 1 600 visiteurs, 500 entretiens, ont marqué la première édition de ce forum, tenue le 26 mai 2007. La seconde édition a poursuivi cet élan avec la présence d'une trentaine d'entreprises algériennes mais aussi d'entreprises, banques et établisse-

ments financiers, cabinets d'audit et de conseils, notamment en ressources humaines, représentants de l'establishment institutionnel économique français et étranger installé ou en voie d'implantation dans notre pays. Des centaines d'étudiants et de diplômés, à l'instar du jeune Rafik, étudiant en master de robotique à Paris 6 et intéressé par la recherche développement, affluaient dès le matin, venus sonder les possibilités de recrutement dans leur pays d'origine et, le cas échéant, déposer leurs CV et discuter avec les exposants. Des sociétés et des banques, à l'instar de la Société Générale Algérie, présente à ce forum, selon son directeur des ressources humaines, Alain Audemard, en vue de recruter

de jeunes diplômés, des profils à même d'accompagner le développement de cette banque dans notre pays, dans diverses fonctions (audit, organisation...). Le recrutement de compétences formées à l'étranger est également l'objectif de BNP Paribas El Djazair, selon son responsable du recrutement, Abdelmalek Lesbet. Comme il est celui de la Financière Océor, filiale du groupe français Caisse d'épargne, et qui prévoit, sous réserve de l'autorisation de la Banque d'Algérie, de s'implanter en Algérie et, à terme, d'ouvrir un centre de formation. Il en est également le cas de la compagnie aérienne française Aigle Azur qui propose une vingtaine de postes d'emploi dans les filières commerciale, informatique et technique. Ce forum économique algéro-français a également été l'occasion de rencontres ciblées entre les acteurs économiques des deux rives lors du Business Networking. En outre, une quinzaine de projets de création d'entreprises ont fait l'objet d'un concours dont les résultats ont été annoncés tard dans la soirée.

Un concours qui se voulait la première pierre de la plateforme d'aide à la création d'entreprises, le credo du Reage, pour les années à venir. Consacrées à l'état et aux perspectives de l'économie algérienne, dans toutes ses dimensions tant nationale que méditerranéenne et européenne, une grande conférence théma-

tique et une table-ronde dirigée par l'économiste et confrère Nouridine Grim ont eu lieu en fin de journée. Des débats sur lesquels nous reviendrons et qui ont réuni notamment le président de l'Association Algérie-France, Pierre Joxe, la présidente de la commission économique de cette association, l'ancien Premier ministre Edith Cresson, le chef de la mission économique française en Algérie, Marc Bouteiller, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani.

En d'autres termes, cette seconde édition se voulait le carrefour entrepreneurial algéro-français, un vecteur de mobilisation des compétences. Un événement «au cœur de l'ambition que nous nourrissons pour l'Algérie et pour tous les Algériens et Franco-Algériens.

C'est également notre façon de contribuer, d'une façon effective, au rapprochement stratégique de nos deux grands pays, la France et l'Algérie», dira le président de Reage, Fetah Ouzzani, qui a donné rendez-vous pour la 3^e édition du forum.

En rappelant que le Reage rassemble depuis quelques années des cadres algériens et franco-algériens formés dans les grandes écoles et universités françaises ainsi que des étudiants en formation. Ce réseau est ouvert à toute personne ayant un lien personnel ou professionnel avec l'Algérie, quel que soit son cursus.

C. B.

TRANSPORT AÉRIEN Des cartes fidélité Aigle Azur bientôt

La compagnie aérienne française Aigle Azur lancera en avril prochain des cartes de fidélité pour ses usagers. Une manière de fidéliser une clientèle en expansion pour cette compagnie qui dessert plusieurs villes algériennes à partir de huit aéroports français. Toutefois, la politique tarifaire actuelle de la compagnie restera inchangée tant que l'offre touristique en Algérie n'a pas évolué. En outre, Aigle Azur reste dans l'attente de l'ouverture du transport aérien domestique à l'investissement privé et à la prise de risque.

C. B.